Nations Unies E/C.2/2007/2/Add.28

Conseil économique et social

Distr. générale
28 mars 2007
Français
Original: anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales
Reprise de la session de 2007
14-18 mai 2007

Rapports quadriennaux pour la période 2002-2005 présentés par le Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

		Page
1	Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF)	2
2	Sororité Delta Sigma Theta	5
3	Fondation Marmara de recherche stratégique et sociale	9
4	Sisters of Mercy of the Americas/Hermanas de la Misericordia de Las Americas	13
5	Fédération syndicale mondiale (FSM)	18

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document,* au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

07-28642 (F) 130407 130407

1. Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF)

Statut consultatif spécial octroyé en 1998

Partie I Introduction

i) Objectifs et activités de l'organisation

L'Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF)/Canadian Research Institute for the Advancement of Women (CRIAW) est une organisation nationale qui travaille dans les deux langues officielles du Canada, le français et l'anglais, avec des membres dans toutes les provinces et dans tous les territoires. L'ICREF, dont le budget annuel est de 300 000 dollars, reçoit la plus grande partie de son financement de Condition féminine Canada. Son mandat est d'établir des ponts entre la recherche communautaire et la recherche académique et de relier la recherche, l'action et le changement social. Les activités de l'organisation sont guidées par le Programme d'action de Beijing et par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

L'ICREF a joué un rôle de premier plan au Canada pour ancrer une large partie des activités des ONG féminines dans le cadre de « Beijing ». Depuis l'octroi du statut consultatif en 1998, l'ICREF a orienté dans cette direction les activités de l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale (AFAI)/Canadian Feminist Alliance for International Action (FAFIA). Une partie du mandat de l'Alliance consiste à « Accroître la capacité des ONG de femmes du Canada à intervenir efficacement aux Nations Unies et à d'autres forums internationaux ; à accroître la capacité des femmes au Canada d'établir des liens entre les conventions et instruments internationaux et l'élaboration de politiques nationales » et finalement à « Tenir nos gouvernements (fédéral, provincial et territorial) responsables des obligations et engagements internationaux auxquels le Canada a souscrit ». L'ICREF a assumé le secrétariat de l'AFAI jusqu'en juin 2005.

En sa qualité d'organisation dont la recherche sur les femmes constitue l'activité majeure, l'ICREF a continué d'intégrer les travaux des différents organismes des Nations Unies dans ses activités. Dans un cadre de mondialisation croissante, il est essentiel qu'une organisation nationale comme l'ICREF soit en rapport avec les autres mouvements d'ONG dans le monde. Sa participation aux réunions de la Commission de la condition de la femme a largement facilité cette tâche.

Partie II. Contributions aux activités des Nations Unies

ii) Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou à ses principales conférences et autres réunions des Nations Unies

Une représentante de l'ICREF a participé à toutes les réunions de la Commission de la condition de la femme durant la période à l'examen (2002–2005). Voir ci-après pour de plus amples détails :

2002

- Participation à la quarante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York, 4-15 mars

2003

- Participation à la quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York, 3-14 mars

2004

- Participation à la quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York,1-12 mars

2005

- Participation à l'Examen et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et du document final de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, 28 février-11 mars
- Dans le cadre de Beijing+10, l'ICREF a organisé le 7 mars à New York un atelier au Church Center. Cet atelier qui a porté sur l'approche intersectionnelle a été organisé en collaboration avec la Women's International Coalition for Social and Economic Justice (WICEJ) dont l'ICREF est membre

Des articles sur la Commission de la condition de la femme, sur Beijing +10 et sur la Convention sur l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes ont paru dans le bulletin national de l'ICREF publié deux fois l'an en français et en anglais et diffusé auprès de quelques 500 membres institutionnels et individuels.

A l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement, et plus particulièrement de l'*Objectif 3* : *Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes*, l'ICREF a concentré ses recherches et ses activités sur les questions liées à la justice économique et sociale, en particulier la lutte contre la pauvreté et l'exclusion des femmes. Durant la période à l'examen, l'ICREF a publié les feuillets d'information ci-après :

- Vivre le racisme au féminin (2002)
- Les femmes immigrantes et réfugiées (2003)
- Les femmes, la paix et la sécurité (2004).

L'ICREF a également organisé à Ottawa, Canada, un Groupe de réflexion sur la sécurité économique des femmes en avril 2005 et un Groupe de réflexion sur les cadres d'analyse féministe intersectionnelle en juin 2005.

En collaboration avec le Riverdale Immigrant Women's Centre, l'ICREF a été l'hôte de la 9è Rencontre internationale sur les femmes et la santé (RIFS)/9th International Women and Health Meeting (IWHM), 12-16 août à Toronto, Canada. Dans le contexte de la mondialisation, cette conférence a donné, au moment opportun, l'occasion aux femmes de partager leurs idées et leurs stratégies. Le Forum a porté son attention sur les droits en matière de sexualité et de procréation, sur les violences faites aux femmes (l'Etat et la famille) ainsi que sur la santé environnementale.

L'ICREF continue d'être membre du Groupe de travail sur la disparité des sexes dans l'optique de la consolidation de la paix, formé de parlementaires et de représentants d'ONG.

Finalement, l'ICREF a contribué à l'élaboration du rapport des ONG (rapport alternatif) soumis au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des

femmes par l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale à la vingt-huitième session, 13-31 janvier 2003. Les recommandations du Comité ont été intégrées dans plusieurs documents de recherche de l'ICREF.

En sa qualité d'ONG, l'ICREF appuie vigoureusement l'Organisation des Nations Unies ainsi que ses divers organes et mécanismes. Pour leur permettre d'avoir un impact accru, l'ICREF estime qu'il est important de rendre plus accessibles les documents de l'Organisation des Nations Unies en en modifiant le format et en y omettant le jargon propre à l'ONU. Depuis 1998, l'ICREF l'a tenté dans les limites de ses possibilités et continuera de le faire dans les années à venir. Grâce au statut consultatif spécial, l'ICREF peut participer à de nombreuses manifestations et réunions de l'Organisation des Nations Unies, ce qui lui permet d'orienter ses activités en conséquence tout en lui donnant une perspective mondiale sur nombre de questions associées à l'égalité entre les sexes.

2. Sororité Delta Sigma Theta (DST)

Statut consultatif spécial octroyé en 2002

Partie 1. Introduction

i) Objectifs et activités de l'organisation

La Sororité Delta Sigma Theta (DST) est une organisation privée à but non lucratif dont l'objectif est de fournir aide et assistance par le biais de programmes mis en œuvre dans des collectivités locales dans le monde entier. La Sororité compte plus de 200 000 membres, en majorité des femmes universitaires afroaméricaines, réparties en 900 chapitres aux Etats-Unis, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, au Japon, en Allemagne, aux Bahamas et en République de Corée. La plus grande partie des programmes de la Sororité est basée sur les cinq points guidant sa programmation, à savoir : le développement économique, le développement de l'éducation, la sensibilisation et la participation à l'échelon international, la santé physique et mentale, la sensibilisation et la participation à la politique.

Partie II. Contribution aux activités des Nations Unies

ii) Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou à ses principales conférences et autres réunions des Nations Unies

2002

Le 1er mai 2002, le Conseil économique et social a octroyé le statut consultatif spécial à la Sororité Delta Sigma Theta, Inc. Reconnaissant que l'égalité entre les sexes constitue l'un des principes fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et une pièce centrale du cadre international des droits de l'homme, la Sororité a décidé de faire commencer sa participation au Conseil économique et social en accordant en premier lieu la priorité aux activités de la Commission de la condition de la femme, en rencontrant des femmes du monde entier et en tissant des réseaux à l'appui des travaux de la Commission. Suite à son accréditation auprès du Conseil économique et social, la Sororité a organisé et célébré chaque année une Journée Delta des Nations Unies pour traiter des questions relatives aux femmes dans le développement.

2003

Plus de 150 membres de la Sororité ont participé à la journée Delta inaugurale le 27 mars 2003 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, comportant notamment une introduction spéciale sur le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des exposés sur l'élimination des violences faites aux femmes, sur la promotion des femmes dans le monde, sur la situation des enfants dans le monde, sur l'égalité entre les sexes dans l'élaboration des politiques et sur l'importance de préserver la santé et le bien-être durant le processus du vieillissement. Les participantes ont entendu des exposés de la responsable de la Section des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales, de la Sous-Secrétaire générale aux relations extérieures, de la Sous-Secrétaire générale, Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, de la Directrice pour les ONG du US Fund for UNICEF, du Coordonnateur du programme

des Nations Unies sur le vieillissement, et de la représentante du Haut Commissariat aux droits de l'homme. Au cours de cette période, l'organisation a approfondi ses connaissances sur le fonctionnement et les méthodes de l'Organisation des Nations Unies et a instauré des relations de travail avec d'autres organisations non gouvernementales.

2004

Depuis 2004, la Journée annuelle Delta au Siège de l'Organisation des Nations Unies est organisée de manière à coïncider avec la réunion annuelle de la Commission de la condition de la femme. Le 4 mars 2004, au cours de la quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme tenue au Siège des Nations Unies à New York, 1 - 12 mars, la Sororité a organisé un atelier sur le rôle des hommes et des femmes dans la prévention et le traitement du VIH/sida. Le Directeur du Bureau de l'ONUSIDA à New York, le Président-Directeur général de la National Black Leadership Commission on AIDS, le Chef de cabinet du Président de l'Assemblée générale et le Président de la Fondation pour la démocratie en Afrique y ont présenté des exposés. En outre, le 8 mars 2004, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, la Sororité a organisé une rencontre pour évaluer et examiner le rôle des ONG pour appuyer la Commission de la condition de la femme. La Présidente du Comité des ONG sur la condition de la femme y a prononcé un discours. La Sororité a également soumis une déclaration écrite à la Commission à sa quarante-huitième session, examinant son rôle directeur pour éduquer la communauté mondiale sur la façon de réduire la pandémie du sida et en décrivant son programme Summit V : Health and Healing (Sommet V : Initiative sur la santé et la guérison) qui porte sur des programmes de sensibilisation et de prévention du VIH sida (E/CN.6/2004/NGO19).

2005

Le 4 mars 2005, à l'occasion de la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, 28 février-11 mars 2005, la Sororité a organisé une Table ronde sur les techniques efficaces pour améliorer les relations gouvernementales aux Nations Unies. La Présidente du Conseil national des femmes et représentante auprès de l'Organisation des Nations Unies de la National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs ; l'ancienne Présidente du Comité des ONG sur la condition de la femme, représentante de l'Association mondiale des guides et des éclaireuses, et membre du Conseil d'administration de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (CONGO) ; la représentante principale du National Council of Negro Women et Présidente pour 2004 de la Conférence annuelle du Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies pour les ONG y ont pris part. La Sous-Secrétaire générale, Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme y a fait un exposé tandis qu'une réunion d'information était organisée avec la participation de l'Ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies. Le 5 mars 2005, en sa qualité de membre du Comité des ONG. sur la condition de la femme, à l'occasion de la quarante-neuvième session, la Sororité a organisé une foire consacrée à la littérature orale au cours de laquelle plusieurs auteurs ont partagé leurs poèmes et leurs œuvres sur les femmes et le développement international tout en engageant un dialogue avec l'audience. En outre, la Sororité a fait une décla-

ration écrite, à la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, sur les questions clés figurant à son ordre du jour. Celles-ci avaient trait notamment aux sessions d'éducation et de formation, et d'autres manifestations communautaires organisées aux Etats-Unis en partenariat avec des organisations intéressées en vue d'appuyer la reconduction de certaines dispositions clés de la loi fédérale sur le droit de vote -- ainsi que pour lancer un programme de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de l'importance de l'assurance maladie, afin d'enseigner aux membres de Delta comment sensibiliser effectivement leurs communautés aux disparités en matière de soins de santé et aux difficultés que rencontrent les Afroaméricaines pour obtenir une couverture médicale (E/CN.6/2005/NGO/13).

iii) Coopération avec les organismes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège

Bien que la Sororité ait de longues et nombreuses années d'expérience en matière de sensibilisation et de participation à l'échelon international, son accréditation en qualité d'organisation non gouvernementale a suscité de nouvelles innovations et a renforcé en son sein l'intérêt pour les activités internationales.

Durant la période à l'examen, les représentantes de la Sororité ont eu des contacts avec les membres de plusieurs Missions auprès de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec de hauts fonctionnaires du système des Nations Unies, notamment des représentants de l'Organisation Mondiale de la santé (OMS) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en vue de déterminer des possibilités additionnelles de coopération. La Sororité a recueilli des fonds pour contribuer à l'Initiative « Maama Kit », soutenue par l'OMS, pour améliorer les conditions d'accouchement et prévenir les risques d'infection post-partum.

Chaque année, plusieurs Chapitres de la Sororité participent aux manifestations organisées à l'occasion de la Journée des Nations Unies le 24 octobre et diffusent des informations sur les activités du système des Nations Unies à l'intention des membres ainsi que du public, en particulier au sein des universités américaines. À cette fin, elle collabore avec des organisations telles que le National Pan Hellenic Council qui regroupe plus d'un million de membres appartenant à neuf Greek letter organizations (fraternités et sororités dont le nom est constitué par des initiales de l'alphabet grec).

Dans le cadre de sa sensibilisation et de sa participation de longue date aux activités internationales, la Sororité a fourni une assistance à la région de l'Afrique australe, notamment la construction de l'orphelinat « The Delta House » dans le Royaume du Swaziland, du Centre Delta de formation informatique dans le Royaume du Lesotho et le parrainage d'écoles choisies en République d'Afrique du Sud.

La Sororité continue d'être membre de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO) ainsi que du Comité des ONG sur la condition de la femme, outre son accréditation auprès du Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies. La Sororité a également collaboré avec d'autres organisations intéressées pour inciter le Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique à ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi que la Convention relative aux droits de l'enfant.

La Sororité continuera de participer aux débats intergouvernementaux pour faire progresser les travaux du Conseil économique et social, de la Commission de la condition de la femme et de l'Organisation des Nations Unies en général en vue de la réalisation des objectifs des Nations Unies, notamment la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et les objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire pour le développement.

3. Fondation Marmara de recherche stratégique et sociale

Statut consultatif spécial octroyé en 2002

Partie 1. Introduction

Objectifs et activités de l'organisation

La Fondation Marmara est une organisation non gouvernementale turque qui est active à Istanbul depuis 1985. Pendant deux décennies, la Fondation Marmara a eu le privilège de travailler avec des professeurs d'université, des parlementaires, des hommes d'Etat, des hommes d'affaires, chacun expert dans son domaine, en qualité de membres de son Conseil académique.

ONG jouissant d'une grande notoriété dans de nombreuses parties de la Turquie, la Fondation Marmara vise à accroître la sensibilisation à des questions cruciales au moyen de réunions, de conférences et de manifestations organisées aussi bien en Turquie qu'à l'étranger. Son principal objectif est d'encourager la coopération sociale, économique et politique afin de promouvoir un développement axé sur l'être humain.

La Fondation cherche à promouvoir la compréhension mutuelle et le dialogue entre les cultures, les religions, les sociétés civiles et les gouvernements et à encourager la coopération sociale, économique et politique entre pays voisins pour réaliser des conditions durables de paix et de stabilité. Dans le cadre de son statut consultatif spécial, elle représente la Turquie au Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies. En outre, la Fondation est également accréditée auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et est membre du Club politique des Balkans à travers son Président. En 2004 et en 2005, le prix de l'ONG de l'année lui a été décerné suite à la décision commune du TUSIAV (Fondation des industriels et homme d'affaires turcs) et de l'ATO (Chambre de commerce d'Ankara).

Partie II. Contribution aux activités des Nations Unies

ii) Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou à ses principales conférences et autres réunions des Nations Unies

- Conseil économique et social, session de fond de 2003, 30 juin–4 juillet 2003, Office des Nations Unies à Genève. Le représentant de l'organisation a assisté à la session
- Conseil économique et social, réunion préparatoire, 17 février 2004, Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le représentant de l'organisation a assisté à la réunion
- Quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, 1-12 mars 2004, Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le représentant de l'organisation a assisté à la réunion
- Conseil économique et social, réunion préparatoire, 17-18 mars 2004, Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le représentant de l'organisation a assisté à la réunion

- Conseil économique et social, réunion préparatoire, 28-30 juin 2004, Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le représentant de l'organisation a assisté à la réunion
- Conseil économique et social, réunion préparatoire intergouvernementale, 28-février-4 mars 2005, Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le représentant de l'organisation a assisté à la réunion
- Treizième session de la Commission du développement durable, 11-22 avril 2005, Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le représentant de l'organisation a assisté à la réunion
- Quatrième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, 16-27 mai 2005, Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le représentant de l'organisation a assisté à la réunion
- Cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales « Notre défi : des voix pour la paix, la conclusion de partenariats et le renouveau », 7-9 septembre 2005, Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le représentant de l'organisation a assisté à la réunion
- Consultation de haut niveau et atelier de renforcement des capacités du réseau régional informel d'ONG, 28-30 septembre 2005, Bursa, Istanbul. Le représentant de l'organisation a assisté à la réunion.

iii) Coopération avec les organismes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège

- Atelier sur les stratégies de développement économique des femmes en Anatolie du Sud-Est, en collaboration avec le PNUD et l'Administration pour le développement régional, Projet Anatolie du Sud-Est, 29-30 septembre 2005, Mardin, Turquie.
- Participation à diverses élections en Allemagne, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Ouzbékistan et Ukraine, en qualité d'observateur ONG, sous la coordination de l'Organisation des Nations Unies.

iv) Initiatives engagées par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement

Activités liées aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, principalement dans les zones géographiques d'Asie et d'Europe.

Objectif 3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes

Cible : Eliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement

ACTIONS

- Formation professionnelle fournie à 120 jeunes chômeurs, principalement des femmes

- « Eurasian Women Managers Forum » 2 novembre 2000, Istanbul, Turquie, réunissant 300 participantes venues de 17 pays pour examiner les mesures à prendre en vue d'augmenter le nombre de femmes aux postes de direction
- « World Women Managers Forum », 8-9 novembre 2002, Istanbul, Turquie, rassemblant 400 participantes venues de 30 pays pour analyser les effets sur les femmes de la pauvreté, de la corruption, du terrorisme et de la responsabilité sociale
- Stratégies de développement économique des femmes en Anatolie du Sud-Est, un atelier de deux jours en collaboration avec le PNUD et l'Administration pour le développement régional, Projet Anatolie du Sud-Est, 29-30 septembre 2005, Mardin, Turquie
- Développement économique et emploi des femmes, 7 juillet 2005, Istanbul Turquie. Le rôle des femmes dans le développement économique a été examiné par des participantes venues de 32 pays différents

Objectif 5. Améliorer la santé maternelle

Objectif 6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

ACTIONS

- Séminaires mensuels d'information sur la santé et le contrôle des naissances, à l'intention de 40 femmes appartenant aux couches défavorisées de la population

Objectif 7. Assurer un environnement durable

Cible : - Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales; inverser la tendance actuelle à la déperdition de ressources environnementales

ACTIONS

- Troisième Dialogue Régional Méditerranéen de parlementaires, ONG et d'autres parties prenantes sur la protection de l'environnement et les perspectives de développement durable dans la région, 12-13 octobre 2004, Istanbul, Turquie. Des décideurs et des représentants d'ONG se sont réunis pour examiner les principes d'une gestion intégrée des ressources hydriques.

Objectif 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

ACTIONS

- Les Sommets économiques eurasiens, réunions annuelles tenues depuis 1998, à l'échelon ministériel, regroupant 32 pays. Leur objectif est d'encourager le développement économique et social et la coopération politique
- Peace and Love Iftar Dinners (Dîners de la levée du jeûne sous le signe de la paix et de l'amour), réunions annuelles de dialogue interculturel auxquelles participent des chefs religieux de différentes confessions
- Réunions régulières avec les représentants des ONG, des hommes politiques, des journalistes, des universitaires turcs ou étrangers, en vue de renforcer le dialogue de la société civile
- Membre fondateur et membre de divers réseaux tels que le réseau Femmes arméniennes - turques (NAWT), le Groupe solidarité et amitié avec les femmes de

l'Azerbaïdjan, et l'Initiative des femmes pour la paix (WINPEACE) avec des femmes grecques en vue de renforcer le dialogue de la société civile

4. Sisters of Mercy of the Americas/Hermanas de la Misericordia de Las Americas

Octroi du statut consultatif spécial en 1998

Partie 1. Introduction

i) Objectifs et activités de l'organisation

Sisters of Mercy of the Americas (Sœurs de la miséricorde des Amériques) est une organisation confessionnelle fondée à Dublin, Irlande, en 1831, dont l'objectif est de servir les personnes victimes de la pauvreté, de conditions dégradantes et de toutes les formes de désavantages qui affligent à notre époque les groupes pauvres et vulnérables. L'accent est placé avant tout sur la façon dont la pauvreté sous toutes ses formes affecte l'existence des femmes et des enfants. Le présent rapport rend compte des activités de l'organisation dans l'exercice de son statut consultatif et de sa participation aux principaux processus de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux travaux ordinaires de ses Grandes Commissions et autres organes. Simultanément, il illustre les différentes manières dont des rapports de collaboration ont été établis avec d'autres organisations de la société civile en vue de mieux tirer profit des opportunités de participer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies.

Partie 2. Contribution aux activités des Nations Unies

ii) Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou à ses principales conférences et autres réunions des Nations Unies

Des membres ont assisté ou participé aux réunions des Nations Unies énumérées ci-après :

- Quarante et unième session de la Commission du développement social, 10-21 février 2003 :

E/CN.5/2003/NGO/1, Etablissement de partenariats pour le développement social, E/CN.5/2003/NGO/2 ; Responsabilité sociale du secteur privé ; E/CN.5/2003/NGO/10 ; Politiques et rôle des institutions financières internationales et leur effet sur les stratégies nationales de développement ; E/CN.5/2003/NGO/11, Coopération nationale et internationale au développement social : Partage des expériences et des pratiques du développement social ; E/CN.5/2003/NGO/12, Incidence des stratégies de l'emploi sur le développement social

- Quarante-deuxième session de la Commission du développement social, 4-13 février 2004,

E/CN.5/2004/NGO/7, Amélioration de l'efficacité du secteur public ; Accent sur l'Année internationale de la famille et l'égalisation des chances des personnes handicapées.

- Quarante-troisième session de la Commission du développement social, 9-18 février 2005 :

E/CN.5/2005/NGO/3, Examen de la poursuite de l'application des textes issus du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session

extraordinaire de l'Assemblée générale – Renforcement de la participation des jeunes

E/CN.5/2005/NGO/5, Examen de la poursuite de l'application des textes issus du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale - La pandémie de VIH/sida

E/CN.5/2005/NGO/6, Examen de la poursuite de l'application des textes issus du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale - L'élimination de la pauvreté

E/CN.5/2005/NGO/8, Examen de la poursuite de l'application des textes issus du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale- Ajustement structurel

E/CN.5/2005/NGO/9, Examen de la poursuite de l'application des textes issus du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale- Gestion des ressources financières

E/CN.5/2005/NGO/10, Examen de la poursuite de l'application des textes issus du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale - L'éducation, clef du développement social

E/CN.5/2005/NGO/11, Examen de la poursuite de l'application des textes issus du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale – Egalité et équité entre les hommes et les femmes

E/CN.5/2005/NGO/12, Examen de la poursuite de l'application des textes issus du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale- Des emplois stables et des conditions de travail décentes

- Commission de la condition de la femme

L'organisation Sisters of Mercy participe chaque année aux réunions de la Commission de la condition de la femme. Ses membres sont actives aussi bien dans les pays de départ que de destination des personnes soumises à la traite et participent aux initiatives visant à prévenir les violences faites aux femmes. Elles sont actives par le biais de déclarations d'appui et en participant aux manifestations parallèles de la Commission.

- Quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, 1-12 mars 2004

E/CN.6/2004/NGO/13, Le rôle des hommes et des garçons dans l'égalité entre les sexes. Sisters of Mercy a suivi plusieurs sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 13-31 janvier 2003 ; 30 juin-15 juillet 2004 et 4-22 juillet 2005.

Quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, 28 février-11 mars 2004

E/CN.6/2005/NGO/4, Bilan de l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans les entités du système des Nations Unies

E/CN.6/2005/NGO/23, Objectifs actuels et stratégies prospectives d'action pour la promotion et l'autonomisation des femmes et des filles.

- Commission du développement durable

L'organisation s'est engagée en faveur de la préservation de la planète et souscrit aux principes d'Action 21. Elle appuie activement l'éducation pour le développement durable et administre des programmes et des initiatives à l'appui de conditions d'existence écologiques grâce à son réseau mondial, Mercy World.

Par exemple : www.sistersofmercy.org.nz/auckland/offer_earth.html ou bien www.Mercy.org.au/orgs/eartlink.

Des membres ont participé aux sessions suivantes de la Commission du développement durable (CDD)

Onzième session de la Commission du développement durable (CDD-11), 28 avril-9 mai 2003 ; CDD-12, session d'examen, 14-30 avril 2004 ; CDD-13, session consacrée aux politiques, 11-22 avril 2005 ; CDD-14, session l'examen, 1er-12 mai 2006.

iii) Activités liées aux Conférences mondiales des Nations Unies

Lors des comités préparatoires des Conférences mondiales, les représentantes de l'organisation ont travaillé avec les comités régionaux, ont participé à l'élaboration des déclarations de groupe destinées aux sessions plénières et ont présidé des réunions d'information d'ONG ainsi que des sessions de stratégie. La Directrice a collaboré étroitement avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Sisters of Mercy a également collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et a fait des contributions financières importantes dans le cadre de la lutte contre la traite des enfants.

- Les représentantes de l'organisation se sont jointes à l'équipe œcuménique et ont participé à la Conférence des religions du monde, Barcelone, Espagne, 2004. La Directrice est membre du Groupe de travail sur le financement du développement, du Groupe de travail de la Commission de la condition de la femme, du Groupe de travail Israël-Palestine, du Groupe de travail sur le VIH/sida et du Groupe de travail sur les migrations. Avec le service de liaison non gouvernemental (SLNG), Sisters of Mercy a travaillé en partenariat avec d'autres ONG pour faciliter les programmes d'orientation de la société civile

iv) Participation à la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO) dans des comités et autres groupes pertinents d'ONG

- Comité des ONG sur la condition de la femme – membre durant toute la période à l'examen
- Comité du développement social- membre durant toute la période à l'examen
- Comité des organisations non gouvernementales pour le développement durable- membre depuis janvier 2000 à ce jour
- Comité de la CONGO sur le VIH/sida- membre depuis sa création en 2003 à ce jour

v) Autres exemples d'interactions dans le cadre du système des Nations Unies

- Assistance aux réunions d'information hebdomadaires du Département de l'information et présence d'une importante délégation à la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales ; membre du Partenariat interconfessionnel pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), avec notamment une contribution à l'ouvrage Earth and Faith : a Book of Reflection for Action (La terre et la foi : de la réflexion à l'action)
- La Directrice de l'UNIFEM est membre du Mercy Global Concern Advisory Board et bénéficiaire des conseils de Sisters of Mercy
- Sisters of Mercy organise chaque année une réunion internationale à l'Organisation des Nations Unies intitulée Bridging the Gap between Policy and Practice (Réduire l'écart entre la politique et la pratique). L'objectif de la réunion est d'informer les membres sur le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies. Ces réunions sont organisées de manière à coïncider avec la date de la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales.

vi) Quelques exemples de participation à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement :

- **Objectif 1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim**

Pour soutenir les objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement, qui constituent la base du Programme d'action mondial pour le XXIe siècle, Sisters of Mercy a consacré une grande attention, durant la période à l'examen, à l'information de ses membres, au plaidoyer ainsi qu'aux activités liées aux Nations Unies

- **Objectif 2. Assurer l'éducation primaire pour tous**

Travaillant dans le domaine de l'éducation depuis 175 ans, active dans 43 pays, l'organisation continuera d'œuvrer à la réalisation de cet objectif

- **Objectif 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**

Depuis 1831, ceci est un objectif primordial de Sisters of Mercy qui travaille dans le monde entier à cette fin par le biais de l'enseignement et en offrant des opportunités pour améliorer le destin des femmes et lutter contre les systèmes culturels qui les maintiennent dans la pauvreté

- **Objectif 4. Réduire la mortalité infantile**

Les activités de Sisters of Mercy, et plus spécialement des sœurs travaillant dans les dispensaires en Afrique au sud du Sahara en dispensant des soins aux orphelins du VIH/sida, notamment à Nairobi, en sont une illustration.

- **Objectif 5. Améliorer la santé maternelle**

À l'appui de la réalisation de cet objectif, des dispensaires de Sisters of Mercy fonctionnent en Afrique du Sud, à Belize, au Ghana, au Kenya, au Nigéria, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Pérou et en Zambie, permettant notamment le traitement de la fistule.

- **Objectif 6. Combattre le VIH/sida**

Un exemple de la lutte contre le sida menée par Sisters of Mercy à l'appui de l'objectif 6 est offert par le Sister to Sister Project, un projet mené en partenariat avec les populations autochtones. Le programme dispense une éducation et remet en cause les systèmes conçus pour maintenir les femmes dans la dépendance et sans possibilités de s'émanciper des normes culturelles.

- **Objectif 7. Assurer un environnement durable**

L'objectif 7 est poursuivi par le biais de l'éducation pour l'environnement et de projets écologiques.

- **Objectif 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement**

Des partenariats ont été conclus au sein du système des Nations Unies en allouant des ressources à l'UNICEF et à l'UNIFEM.

5. Fédération syndicale mondiale (FSM)

Statut consultatif général octroyé en 1946

Partie 1. Introduction

i) Objectifs et activités de l'organisation

La Fédération syndicale mondiale (FSM) a été fondée le 3 octobre 1945, peu avant la Conférence de San Francisco qui a créé l'Organisation des Nations Unies (ONU). La FSM a été créée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale pour rassembler les syndicats à travers le monde en une seule organisation internationale, assez analogue à celle de l'Organisation des Nations Unies. L'objectif fondamental du Premier Congrès syndical mondial n'était rien d'autre que les objectifs inscrits dans la Charte des Nations Unies. Celle-ci, adoptée à San Francisco le 26 juin 1945, déclare :

> « Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et dans la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, et à ces fins, à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationale, à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun, à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins »

La Charte s'exprime au nom de « Nous, peuples des Nations Unies ». Le Congrès syndical mondial de Paris de la FSM s'est exprimé au nom des travailleurs du monde entier organisés en syndicats exigeant un monde exempt de guerres et d'injustices sociales. La FSM a récemment déménagé ses bureaux de Prague, République tchèque à Athènes, Grèce. Le site Web est le suivant :www.wftucentral.org et l'adresse électronique s'écrit info@wftucentral.org et gensec@wftucentral.org. Parallèlement à cette phase de transition physique, une nouvelle équipe de responsables a été récemment élue au Congrès qui s'est tenu à La Havane, Cuba. La FSM organise des fédérations régionales de syndicats, des campagnes contre l'impérialisme, le racisme, la pauvreté, la dégradation de l'environnement, l'exploitation des travailleurs par le régime capitaliste et lutte pour le plein emploi, la sécurité sociale, la protection sanitaire et les droits syndicaux. Les principes fondamentaux et valeurs de la FSM se retrouvent dans les mots-clefs tels qu'analyse, action, unité, lutte, démocratie, solidarité, indépendance, coordination.

Analyse de la réalité actuelle et actions pour répondre aux revendications de la classe ouvrière. Lutte pour les droits des travailleurs

Unité de tous les travailleurs face aux monopoles et aux impérialistes. Pour la paix et le progrès

Solidarité avec les peuples qui subissent les menaces et les attaques des USA et de leurs alliés. Chaque peuple a le droit de décider seul de son avenir

Éducation et information, santé pour tous les enfants de la classe ouvrière sans discrimination ni barrières de classe. Égalité entre les femmes et les hommes

Critique, autocritique, collectivité, libertés démocratiques et droits syndicaux. Transparence.

Indépendance des organisations internationales de l'emprise des USA. Indépendance des organisations syndicales internationales de l'emprise du capital.

Coordination tous les syndicats, indépendamment des différences, pour repousser l'attaque du capital contre la sécurité sociale, le plein emploi, les privatisations, la pollution de l'environnement et défendre la qualité de vie.

Avoir foi dans le rôle des travailleurs pour un monde sans exploitation, sans guerre, sans pauvreté, sans exploitation ni prostitution des enfants

Avec 145 syndicats affiliés représentant 71 pays du monde, la FSM est une organisation syndicale mondiale qui se bat pour la classe ouvrière. Dans le cadre de ses efforts pour réaliser son programme d'action international, la FSM forge des partenariats avec des syndicats nationaux et sectoriels dans le monde entier ainsi qu'avec les syndicats internationaux et régionaux.

La FSM est dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, de l'OIT, de l'UNESCO, de la FAO et d'autres organismes du système des Nations Unies. La FSM maintient des missions permanentes à New York, à Genève et à Rome.

Partie II. Contribution aux activités des Nations Unies

ii) Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou à ses principales conférences et autres réunions des Nations Unies

1. Sommet mondial sur la société de l'information, Genève, 10-12 décembre2003. Le représentant permanent de la FSM auprès de l'Organisation des Nations Unies, Ramon Cardona et deux autres délégués ont participé à tous les comités préparatoires ainsi qu'à la phase 1 du Sommet à Genève. La Déclaration de principes et le Plan d'action de Genève, phase 1, ont été distribués aux affiliés et diffusés sur le site Web : www.wftucentral.org.

2. Cinquante-huitième à soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme, Genève, 2002–2005. La FSM a participé chaque année aux sessions de la Commission et a tenu des séances d'information et des consultations. Le représentant permanent de la FSM auprès de l'ONU présente chaque année une déclaration écrite (Soixante et unième session, 17 février 2005, E/CN.4/2005/NGO/119 ; Soixantième session, 11 février 2004, E/CN.4/2004/NGO/18; Cinquante-neuvième session, 12 mars 2003, E/CN.4/2003/NGO/129) qui est distribuée à tous les affiliés et amis de la FSM et diffusée sur son site Web : www.wftucentral.org.

3. Le représentant permanent de la FSM auprès de l'ONU a participé à toutes les séances plénières de la Conférence mondiale du désarmement (session de 2005) à Genève, Suisse, et a soumis un document qui a été distribué aux participants (do-

cument CD/NGC/39). Le représentant a également participé à l'amélioration et au fonctionnement plus efficace de la Conférence et a diffusé une communication sur les questions de la paix, de la sécurité et du désarmement, également accessible sur le site Web de l'organisation et distribué à tous les affiliés et amis en anglais, français, espagnol et arabe.

4. La FSM a participé au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, 21 février-11 mars 2005. Son représentant a fait une déclaration et publié un article dans une revue syndicale européenne. Il a également organisé une Table ronde au siège du Bureau régional européen avec la participation de délégués syndicaux venus de 14 pays d'Afrique.

iii) Coopération avec les organismes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège

1. CNUCED XI (Brésil, juin 2004). Le responsable du programme a participé au Forum de la société civile ainsi qu'aux auditions consacrées à la société civile du Conseil de la CNUCED et a fait une déclaration sur les suites données aux Grandes Conférences des Nations Unies.

2. La FSM a été invitée à participer à New York à la cinquante-septième et à la cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales.

3. La FSM a participé du 23 au 25 juin 2005 à la session extraordinaire de l'Assemblée générale présidée par Jean Ping sur les objectifs du Millénaire pour le développement ainsi qu'aux consultations informelles interactives de l'Assemblée générale avec les ONG, les organisations de la société civile et le secteur privé, (juin 2005).

iv) Initiatives engagées par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement

1. Séminaire sur l'autonomisation des femmes et l'élimination des disparités entre les sexes dans l'emploi, mars 2005, Saint-Sebastien, Espagne, qui a rassemblé 50 participants représentant des ONG. nationales et régionales de quatre pays.

2. A l'occasion de la Journée internationale de l'alimentation/journée internationale de l'élimination de la pauvreté (16 octobre 2005), la FSM a organisé une réunion avec des représentants d'immigrés venus des Balkans et d'Afrique, sur le thème : « Partenariats entre ONG pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement : l'abolition de la faim et de la pauvreté requiert un monde différent où règnent la paix et la justice » en vue de sensibiliser les ONG de ces deux régions aux objectifs du Millénaire et estimer leurs contributions à la réalisation de ces derniers.

3. Exposés à l'échelon régional sur la prévention du VIH/sida à l'intention des ONG d'Europe centrale et orientale (Athènes, décembre 2004). Grâce à l'appui de la Hellenic l'Association for the Study and Control of AIDS, la FSM a organisé des conférences auxquelles ont assisté 120 participants tout en plaçant l'accent sur les initiatives de nature préventive et sur la recherche, sur l'appui social et moral ainsi que sur la coopération avec les pays voisins.

v. Activités à l'appui des grands principes

1. Les représentants permanents de la FSM auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève ont participé régulièrement aux conférences et aux Tables rondes sur les questions à l'ordre du jour et sur la société civile ;

2. Les spécialistes de la FSM ont fait des exposés sur les relations avec la société civile, les ONG et les mécanismes des droits de l'homme, sur la contribution des ONG à la démocratisation de la gouvernance mondiale, etc.

3. La FSM conserve à son siège des publications de l'Organisation des Nations Unies, aussi bien récentes que plus anciennes, portant sur des sujets divers, dans de nombreuses langues. Etudiants et travailleurs y ont libre accès.

4. Dans le cadre de la onzième session de la CNUCED, tenue à Sao Paulo, Brésil, en juin 2004, la FSM a organisé en collaboration avec des ONG locales et nationales une Table ronde pour examiner la question de l'environnement et pour sensibiliser les travailleurs aux grandes questions de la protection de l'environnement. Huit pays d'Amérique latine y ont participé. Une affiche spéciale a également été conçue à cette occasion.

5. La troisième Conférence sur le thème de la prévention des accidents de travail a été organisée par le Bureau européen de la FSM avec l'appui du Bureau régional Asie-Pacifique, les principaux orateurs étant venus d'Australie, à l'occasion des Jeux olympiques d'Athènes de 2004. La seconde Conférence a été tenue à Sidney en 2000 et la prochaine se tiendra en Chine. Quelques 350 travailleurs du site olympique représentant différentes spécialités y ont participé.